

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUËSLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Déjà la menace... Qu'en pensent nos internationalistes apôtres d'une paix de conciliation? Une seule solution: le Boche au-delà du Rhin. — La lutte contre le Bolchevisme. — La Suisse et la lutte économique de demain.

A nos internationalistes, qui s'obstinent à faire œuvre anti-française en nous prêchant une paix de conciliation, on pourrait demander leur avis sur le radiotélégramme de Nauen que publiaient hier les journaux et qui est ainsi conçu :

« Le plébiscite en Alsace-Lorraine est indispensable. Et il ne s'agit pas de celui d'un peuple affamé qui, tout à coup, par suite des dons en vin, cigaretttes, approvisionnements et vêtements provenant de ses libérateurs, est dans un état d'enthousiasme momentané. Si l'autonomie était accordée à l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne pourrait l'oublier. Mais la violence exercée par la France laisse apparaître comme inévitable une troisième guerre pour l'Alsace-Lorraine. »

Pense-t-on qu'une paix de conciliation soit possible avec un peuple qui parle déjà d'un retour offensif?... Nous estimons, au contraire, qu'une paix définitive peut être obtenue seulement par des conditions draconiennes, car il faut toujours en revenir à cette vérité : l'Allemand ne s'incline que devant la Force. Toute indulgence de la part des Alliés serait interprétée par lui comme un acte de faiblesse.

Et puisque les Boches rêvent déjà d'une Revanche, les Alliés ont l'impérieux devoir de mettre la Civilisation à l'abri des nouveaux coups des Barbares. Comment? En refoulant la horde au-delà du Rhin.

Nous entendons bien que cette solution est en contradiction apparente avec les quatorze principes du Président américain. Mais il n'est pas défendu aux Alliés de prouver à M. Wilson que ses conditions peuvent contenir des erreurs qui seraient funestes à l'humanité. Et si les peuples ont le droit d'émettre leur avis en raison directe des souffrances qu'ils ont endurées et des risques de l'avenir, la France doit venir en première ligne pour donner son opinion. Et puis, tous les Alliés savent bien que le danger futur n'est pas pour la France seulement. Si, dans quelques années, une nouvelle agression se produisait qui triompherait de la résistance française, le tour des Anglais et des Américains suivrait sans arrêt. L'intérêt général commande donc de bloquer définitivement le fauve dans son repaire. Pas d'autre solution que de le refouler au-delà de la limite naturelle, le Rhin.

C'est l'avis des gens avisés. Un officier supérieur écrit au Temps une lettre dans laquelle on lit :

Il faut que la France et la Belgique aient la possibilité d'arrêter une nouvelle attaque allemande pendant tout le temps nécessaire à la mobilisation des armées anglaise et américaine et à leur transport en France, soit six mois. Si la frontière franco-allemande redevenait celle de juillet 1870 et si celle de la Belgique restait celle de 1914, ces deux pays auraient-ils la possibilité d'arrêter les armées d'un pays de 70 millions d'habitants sur ces frontières?

Non ! Il faut la barrière du Rhin, facile à défendre contre un effectif supérieur. Donc, il faut donner, dans l'intérêt même de l'Amérique, pour qu'elle n'arrive pas trop tard, le Rhin comme frontière militaire entre la Belgique, la France et l'Allemagne. La frontière politique pourrait être autre.

Dès que l'Allemagne saura qu'elle ne pourra pas abattre la France et la Belgique avant l'arrivée des alliés d'outre-mer elle renoncera à préparer une agression vouée à un échec certain, et la paix restera assurée aussi longtemps que l'Entente formera un bloc d'une capacité militaire supérieure à celle de l'Allemagne.

Comme on le voit, il s'agit d'une question de sécurité ; on ne songe pas à annexer les pays rhénans à la France ou à la Belgique. Cette annexion n'est pas indispensable. Il est permis d'envisager un Etat neutre allant de nos frontières jusqu'au Rhin, mais un Etat qui laisserait aux

Alliés la possibilité de surveiller le Boche par-delà le fleuve.

La chose paraît d'autant plus facile que, recevant les officiers des troupes qui occupent Cologne, le bourgmestre leur a dit : « Le Rheinland se refuse pour sa part à se laisser gouverner par les gouvernants actuels de Berlin. Le peuple de ce pays n'a jamais trouvé de son goût le gouvernement prussien. Il a détesté de tout temps la politique des junkers et fut constamment de l'opposition sous l'empire. A plus forte raison en ce moment. »

Nous savons bien que le boche ment comme il parle. Mais pourquoi ne pas prendre celui-ci au mot. S'exprimant au nom du Rheinland il affirme que la province ne veut plus du gouvernement prussien. Les Alliés se doivent d'aider à la réalisation du vœu !

On peut résumer la question en disant : pas de Prusse à l'ouest du Rhin. Que le Congrès de la paix solutionne cette question comme il l'entendra, l'essentiel est qu'elle soit résolue. A cette condition seulement, la paix sera de très longue durée. M. Wilson se ralliera certainement à ce point de vue quand il aura apprécié, sur place, l'œuvre infâme des Vandales !...

Le Vorwärts publie une note affirmant que les Alliés ont lancé, en Russie, une proclamation déclarant les Bolcheviks hors la loi.

La nouvelle n'est pas invraisemblable. Ce qui est certain c'est que si l'Allemagne est vaincue, l'Entente ne pourra recueillir tous les fruits de sa victoire que le jour où l'ordre sera rétabli en Russie. Aussi longtemps que Lénine et Trotsky seront les maîtres à Petrograd, le Boche félon conservera l'espoir d'un revirement par les difficultés qu'il ne cessera de nous susciter en Orient. Le germanisme était un fléau. Le bolchevisme en est un autre aussi dangereux. Le premier ne sera définitivement abattu que le jour où l'Entente aura triomphé du second, qui menace de saboter notre Victoire.

Les Alliés ont donc le devoir de délivrer la Russie de ses tyrans odieux pour permettre au pays de se prononcer pour un gouvernement capable de travailler au relèvement de la nation.

Peut-être s'est-on déjà attelé à la besogne. Par les ports de la mer Noire, par la Roumanie nous devons avoir mis en route les contingents nécessaires à l'antémissement d'un régime qui est un danger mondial. « Aueun scrupule, écrit Auguste Gauvain, des Débats, n'est plus de nature à nous retenir. Toutes les personnes arrivées récemment de Russie, les agents officiels comme les particuliers, les hommes de droite et de gauche, s'accordent à dénoncer le bolchevisme comme la pire des abominations qui ait souillé la terre habitée. Les socialistes qui l'ont observé sur place partagent cet avis. Ils répudient catégoriquement, avec indignation, toute acointance, toute solidarité de doctrine avec lui. Ils comparent le régime Lénine à ce qu'aurait été celui de la bande Bonnot si elle avait désarmé l'armée, la police et tous les citoyens français. Ils déclarent publiquement qu'ils ne connaissent rien dans l'histoire d'aussi atroce et d'aussi abject. Ils réclament une intervention prompte et énergique. Agissons donc. »

Un député de Genève a interpellé le conseiller fédéral Schulthess sur les accords internationaux secrets de nos voisins.

Le bochisch Schulthess, qui a misé sur la victoire allemande et qui n'est pas encore revenu de l'écrasement de ses amis Prussiens, a refusé de faire connaître les conventions qui lient Berne à Berlin.

Pareille réponse est ahurissante dans le pays qui passait pour la terre duc de la Liberté. Pourtant, l'ami des Boches, Schulthess, a bien voulu reconnaître, sans autre détail, que ces conventions comportaient « certaines erreurs ». Quelles sont ces erreurs ? On n'en saura rien. Il est vraisemblable que M. Schulthess avait signé, au profit des Boches, des traités avantageux qui se seraient affirmés après la « victoire » de Guillaume, car le conseiller de Berne avait toujours proclamé sa foi dans l'invincibilité impériale.

« Une conclusion s'impose : si nous voulons organiser la démocratie, il faut la protéger contre les entreprises des professionnels de la politique. On s'explique, dès lors, que le premier objectif de la Démocratie Nouvelle soit ainsi conçu : **Éliminer les politiciens parasites de la République.** »

Ce n'est qu'ensuite que nous pourrions atteindre les autres buts : **Établir un pouvoir responsable et compétent qui gouverne dans l'esprit des institutions libres ; Organiser le contrôle de la nation, qui n'a été jusqu'ici qu'un mythe.** Claude BARCY.

Billet Parisien

(De notre Correspondant parisien).

Les politiciens parasites

La période qui a précédé la guerre et les années de guerre elles-mêmes ont consacré, chez nous, la faillite des professionnels de la politique. Tel qu'il est actuellement organisé, l'Etat a derrière lui un long passé d'insuffisance ; il s'est révélé incapable d'empêcher la nation de décrocher en population, en richesse, en puissance.

Voyez ce qui se passe pour la démobilisation : pendant les quatre années de guerre, il ne s'est trouvé aucun ministre pour préparer les mesures qui permettront le retour à la vie normale ; ceux des ministres qui, de par leurs fonctions, devraient diriger l'activité économique du pays n'ont pas songé un seul instant aux conséquences immédiates de la victoire de nos armes. Quand donc en auraient-ils eu le loisir ? Les ministres, sous le régime politique, sont condamnés à vivre au jour le jour, ayant déjà assez à faire pour se défendre contre les intrigues des parlementaires qui se croient « ministres » et veulent à leur tour goûter les joies de ce qu'ils croient être le pouvoir.

Et puis, quelle compétence ont-ils ? Quand on a jugé nécessaire de créer un sous-secrétariat de l'aviation, qui a-t-on mis à la tête de ce service essentiellement technique ? un avocat, puis un inspecteur primaire, puis de nouveau un avocat. Qui a-t-on chargé de présider aux destinées de notre marine marchande ? Un armateur, peut-être ? Non : des avocats. A qui eut-on confié la direction de la lutte contre les sous-marins ? A un professeur de mathématiques. Puis, quand l'armistice survint et qu'on dut supprimer le sous-secrétariat de la marine de guerre, on fit passer le professeur en question au sous-secrétariat des transports, créé pour lui. C'est ce qui, dans la République des camarades, s'appelle une « compensation ».

Disons-le sans ambages : des professeurs, des avocats, des agitateurs de métier se sont chargés pendant la guerre de la direction de nos affaires, à la tête desquelles auraient dû être placés des techniciens. On devine déjà et l'on saura un jour ce que cela nous a coûté de milliards gaspillés et — ce qui est infiniment plus douloureux — de vies humaines sacrifiées.

Pour remédier au mal, suffirait-il de changer les hommes ? Que non pas, car les nouveaux ne seraient pas supérieurs aux anciens si on continuait à les recruter par les mêmes moyens. C'est le système qui est mauvais, c'est lui qu'il faut modifier après avoir, dans l'intérêt supérieur de la morale, châtié les politiciens coupables.

Le gouvernement des politiciens nous a laissé un formidable passif, dont, faute d'espace, on ne peut qu'énumérer les postes principaux : le progrès de l'alcoolisme, la dépopulation, le retard de notre production agricole et industrielle, la décadence de notre marine marchande, l'infériorité de nos moyens de communication, l'abandon systématique de richesses telles que les mines et la houille blanche, l'exportation de nos capitaux, la plaie du fonctionnarisme, l'appauvrissement du peuple, enfin une anarchie qui devait fatalement aboutir ou bien à l'invasion, ou bien à la guerre civile.

« Une conclusion s'impose : si

nous voulons organiser la démocratie, il faut la protéger contre les entreprises des professionnels de la politique. On s'explique, dès lors, que le premier objectif de la Démocratie Nouvelle soit ainsi conçu : **Éliminer les politiciens parasites de la République.** »

Ce n'est qu'ensuite que nous pourrions atteindre les autres buts :

Établir un pouvoir responsable et compétent qui gouverne dans l'esprit des institutions libres ;

Organiser le contrôle de la nation, qui n'a été jusqu'ici qu'un mythe.

Claude BARCY.

INFORMATIONS

Le Président de la République et le Gouvernement en Alsace-Lorraine

Le cortège officiel salué sur tout le parcours du voyage par les populations de Benfeld et Schlestadt, est arrivé à Colmar où il a été reçu à la gare par le maire et le général de Castelnaud.

M. Poincaré répondant au salut de bienvenue du maire s'écrie : « Nous nous sommes jurés de rentrer à Colmar, nous y sommes entrés : nous n'en partirons plus. »

Sur la place de la gare, le Président et le Gouvernement assistent à une revue et à un défilé des troupes, puis, au milieu des acclamations d'une foule énorme, ils se rendent à la Préfecture où ont lieu les réceptions.

Au cours de ces réceptions, M. Poincaré remet la croix de guerre à Mlle Preiss, fille du député de Colmar assassiné par les Boches. Cette jeune fille avait dit aux Boches : « La France nous vengera. » Pour ces paroles, elle et sa mère furent emprisonnées et maltraitées.

Le cortège officiel quitte Colmar à 11 h. 1/2 pour se rendre à Mulhouse où il est arrivé à 1 h. 30. Il fut reçu à la Bourse de Mulhouse où le maire et le Président de la République prononcèrent d'éloquents discours.

MM. Poincaré et Clemenceau sont rentrés mercredi matin à 11 heures à Paris, de retour de leur voyage en Lorraine et en Alsace.

Au pied du poteau frontière

Le train des journalistes parmi lesquels se trouvaient plusieurs invités du gouvernement qui venaient d'assister aux inoubliables journées de Strasbourg et de Metz, s'arrêtait hier matin quelques instants à la hauteur du poteau de l'ancienne frontière, entre les gares de Deutsch-Avicourt et Avicourt. Les invités, dont les généraux Balfourier, Boll, Curé et les journalistes descendirent du train et se placèrent aux côtés de Mme Dussane, de la Comédie-Française, qui entonna les premiers couplets de la « Marseillaise », laquelle fut reprise en chœur. Les invités se découvrirent, les généraux saluèrent militairement.

L'Entente songerait à occuper Berlin

La Deutsche Allgemeine Zeitung, journal officiel de la République allemande, dit avoir reçu un radio-télégramme de Washington lui annonçant que l'Entente projette une occupation de Berlin.

Le Vorwärts confirme cette nouvelle ; il dit avoir, depuis longtemps, la certitude que l'Entente veut occuper toute l'Allemagne. Les Allemands doivent se préparer à cette éventualité.

La Conférence de la Paix

Il est maintenant peu probable que les conférences préliminaires pour la paix puissent avoir lieu avant Noël. Les préparatifs ne sont pas pour cela suffisamment avancés. Les gouvernements alliés communiquent en ce moment entre eux en vue de fixer la date de la réunion de leurs délégués. C'est M. Clemenceau qui présidera la conférence d'ouverture.

Les sous-marins allemands à Cherbourg

Les quatre sous-marins allemands U-57, U-108, U-C-58 et U-B-726 sont

arrivés hier dans la rade venant d'Angleterre et convoyés par l'Isère. Ils sont entrés à l'arsenal hier matin à 9 h. 30.

Le vice-amiral Rouyer, préfet maritime, avait invité les autorités militaires françaises et alliées et les autorités civiles à assister à cette entrée.

Les sous-marins allemands devenus français avaient arboré le pavillon français au-dessus du pavillon allemand sur le mâât.

La musique, composée par des ouvriers de l'arsenal, a joué la Marseillaise, les hymnes anglais, américain, belge, Sambre-et-Meuse.

Pendant l'entrée des navires dans l'arsenal, tous les ouvriers étaient rangés sur les quais.

L'arrivée du Président Wilson à Paris

La date officielle de l'arrivée du président Wilson à Paris reste fixée à samedi matin, 14 décembre.

M. Wilson n'ira pas en Bochie

Le président Wilson, apprenant que des démarches d'Ebert et de Haase à Berlin et de Kurt Eisner à Munich allaient être tentées pour le déterminer à se rendre en Allemagne, se serait exprimé ainsi :

« Il faudra au peuple allemand de longues années de pénitence pour racheter ses crimes et pour montrer sa sincérité. Aucun Américain, vraiment Américain, ne peut songer actuellement à faire un voyage en Allemagne sans y être forcé par des obligations strictement officielles. C'est dire que je décline d'avance toute suggestion de cette nature. »

Les troupes rentrent à Berlin

L'entrée solennelle à Berlin de la première formation de troupes allemandes a eu lieu le 10 décembre. La ville était pavoisée pour cette réception.

Qu'aurait-on fait de plus si les troupes avaient été victorieuses !

Guillaume quitterait la Hollande

L'ex-empereur est prêt à quitter la Hollande de sa propre volonté.

Un prisonnier de 1870 rapatrié

Un convoi de 200 rapatriés originaires de Lille ou des environs est arrivé à Besançon. Parmi eux se trouve un homme qui, fait prisonnier en 1870, à l'âge de 18 ans, avait été condamné par les boches à la prison perpétuelle.

Prisonnier dans une forteresse, il fut délivré par les marins allemands ayant en tête le drapeau rouge. Il sauta au cou du premier soldat français qu'il rencontra sur la route.

Les agents boches au Maroc

On lit dans le « Times » : « Les autorités espagnoles de Larache ont arrêté certains résidents allemands de cette ville, à la suite de la découverte d'un commerce de contrebande et de munitions, avec les tribus combattant contre les Français. »

L'attention des autorités espagnoles a été, à de nombreuses reprises, attirée officiellement sur les actes criminels des Allemands et c'est un fait significatif qu'aucune mesure n'ait été prise jusqu'à ce que la victoire des alliés fut assurée et l'armistice signé. »

Chambre des Députés

Séance du 11 décembre 1918

En ouvrant la séance, le Président prononce un éloquent discours pour saluer le retour de l'Alsace-et-Lorraine à la France. Il dit l'enthousiasme qui éclatait parmi la population au cours de la visite du Gouvernement dans les villes reconquises.

M. Clemenceau, à son tour, prend la parole. En un discours d'une grande éloquence, il rappelle ce que fut cette visite en pays alsacien et lorrain. Un enthousiasme sans borne éclatait de partout. Les populations sont heureuses d'être enfin libérées du joug prussien. C'est tout un peu-

ple, dit-il, qui ressuscite. Mais, dit M. Clemenceau, les événements de ces derniers jours sont une magnifique page d'histoire. C'est aussi une grande leçon, une leçon d'union.

C'est une leçon de modération, en ce sens qu'il faut savoir ordonner l'action politique, sérier les efforts pour qu'ils produisent les effets que nous avons le droit d'en attendre : une leçon de discipline, une leçon d'énergie, de volonté.

L'union de tous, voilà ce qu'il faut vouloir pour permettre à notre cher et noble pays de poursuivre glorieusement ses magnifiques destinées.

Au milieu des bravos des députés, l'affichage des discours de MM. Deschanel et Clemenceau est voté.

Puis la Chambre, par 315 voix contre 160 décide d'ajourner la discussion des interpellations sur la démobilisation des R. A. T.

La Chambre vote une proposition de résolution invitant le Gouvernement à assurer le remboursement des bons émis par les municipalités des pays envahis.

CHRONIQUE LOCALE

La Justice, tout simplement !

Le Kaiser aurait tenté de se suicider ! Est-ce le remords des crimes qu'il a commis et fait commettre ou bien est-ce la peur du châtiment inévitable qui l'a poussé à cet acte désespéré ? Peu importe. Le Kaiser n'a fait que tenter de se suicider. Tout autre que lui se serait fait justice il y a longtemps. Mais le pire criminel a toujours espoir de sauver sa peau.

C'est si vrai que le Kaiser, auteur de l'effroyable catastrophe qui pendant 50 mois a ensanglanté le monde, écrit un mémoire pour expliquer son attitude avant et pendant l'atroce hucherie qui a fait des millions de victimes !

Mais ce mémoire ne sera qu'un amas de chiffons de papier. Quoi qu'ils disent, le Kaiser, ses fils, ses généraux, ses soudards, sont et resteront des criminels qui relèvent des tribunaux et qui doivent subir les châtimens réservés aux criminels.

Il serait regrettable qu'un geste de commisération, de pitié fut fait en faveur de ces bandits. Ce geste ne sera pas fait, malgré les bolcheviks de l'intérieur.

De partout, on demande, on crie justice contre les auteurs de la guerre, contre les bandits boches. Des pays envahis des plaintes sont adressées aux parquets contre les exactions commises par les troupes boches qui, par ordre, se sont comportées comme des sauvages.

Les prisonniers alliés rentrés de Bochie crient vengeance contre leurs gardiens, leurs bourreaux. Ce serait une lâcheté que de ne pas entendre leurs plaintes.

C'est ainsi qu'un groupe de mères de famille lilloises vient de prendre l'initiative d'une plainte collective à déposer dans les formes légales contre le Kaiser. Cette plainte est rédigée ainsi :

« Attendu que lors des événements d'avril 1916, les chefs de l'armée allemande ont enlevé à leurs familles des jeunes filles mineures, leur ont fait subir les traitements odieux et les sans ménagements mêlés à des groupes de femmes de mauvaise vie, notamment connues et à la soldatesque allemande ; »

« Attendu que lesdits chefs de l'armée allemande se sont ainsi rendus coupables d'enlèvements de mineures et d'excitation de mineures à la débauche ; »

« Attendu que lesdits commandants de l'armée exécutaient les ordres du Kaiser ; »

« Les soussignées déposent une plainte et réclament des poursuites contre Guillaume de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne. »

D'autre part, au nom des prisonniers, M. A. Bezies, qui fut interné dans plusieurs camps et fut témoin des atrocités boches, porte les accusations suivantes :

« J'accuse le docteur Karl Hoede d'avoir fait souffrir de la faim, pendant quatre mois, les Français soignés au lazaret Blew, caserne de Zerbst (Anhalt). Je l'accuse d'avoir été barbare, surtout vis-à-vis de nos blessés indigènes, qu'il tourmentait au moment précis où il sondait leurs blessures, et d'avoir tenté de leur faire répudier la nationalité française. »

« J'accuse le commandant du camp de Zossen (près de Berlin) d'avoir, pendant

1 Ce mot seul est un aveu involontaire. Le libérateur dérive. Si les Alsaciens-Lorrains sont délivrés, c'est bien qu'ils étaient opprimés, maintenus contre leur gré sous la tyrannie boche !

six mois, affamés des milliers de prisonniers algériens et tunisiens et d'avoir eu recours aux supplices les plus raffinés (poteau, pelote, c'est-à-dire course de deux ou quatre heures avec un sac de vingt kilos de sable sur le dos), dans le but de leur faire renier leur qualité de sujets français et de les faire s'engager dans l'armée turque.

« J'accuse le commandant du camp de Stralkowo (Pologne) d'avoir, au cours de 1918, contrairement à tous les accords internationaux, infligé des supplices inhumains aux Français de son camp. Il avait créé, en janvier 1918, une compagnie de discipline pour les hommes rentrant du travail et dont les patrons avaient été mécontents. Pendant trois semaines, nos camarades français devaient travailler à de durs travaux, de 5 heures du matin à six heures du soir, sans avoir le droit de s'asseoir un instant, n'ayant pour toute nourriture qu'une soupe de betteraves fourragères et d'os pilés.

« J'accuse le colonel du camp de Stralkowo d'avoir, plus de cinquante fois, donné l'ordre aux sentinelles de frapper à coups de crosse ou de baïonnette les Français qu'il estimait trop paresseux.

« J'accuse les Feldwebel lieutenants Gobel et Muller, du camp de Zerbst, d'avoir sciemment réparti des Français sains et propres dans les baraques où étaient les Russes couverts de vermine et atteints du typhus asiatique, et ce dans le but avoué publiquement de les faire mourir.

« J'accuse le colonel baron von Wachtholz, du camp de Sprottau (Silésie), d'avoir volé les colis des prisonniers français et de les avoir fait charger dans sa voiture sous nos propres yeux.

« J'accuse ce même colonel d'avoir, au mépris des règlements et accords sur les prisonniers de guerre signés en 1917 et 1918, caché aux visites des médecins et commissions suisses, pendant les six premiers mois de 1918, les trois cents malades tuberculeux du camp de Sprottau. Et je le rends responsable de la mort de ces malheureux, lui et le médecin chef du lazaret. Ils sont coupables de la mort des 5.000 alliés qui gisent dans le cimetière de Sprottau. »

Voilà des accusations précises que la justice a le devoir de retenir. Il n'y a pas besoin d'enquête; il faut agir, c'est-à-dire s'emparer des soudards qui sont incriminés et les confronter avec les victimes. Voilà les précisions que tous les prisonniers devraient faire.

De même, toutes les familles qui ont envoyé à leurs enfants prisonniers des colis, et qui sont certaines que ces colis ont été volés par les Boches, doivent déposer une plainte en escroquerie, en abus de confiance contre le chef, les gardiens de ces camps où étaient internés les prisonniers.

On dit, et il faut le répéter, que le Boche n'a peur que du châtiement. Ne pas lui faire expier ses crimes, serait faiblesse, lâcheté.

Si les Bolchevistes qui sont en train, avec les millions d'Erzberger et consorts, de se faire les défenseurs des espions, des sociodémocrates, croient que les Alliés se laisseront prendre à leurs manœuvres intéressées, ils se trompent, croyons-nous.

Et vraiment, il serait injurieux pour la mémoire de nos glorieux morts, pour la dignité de nos prisonniers qui reviennent des bagnes de Bohême, que justice ne fût pas faite, que les bourreaux fussent impunis!

La prime à la contrebande

Plus de tabac! Plus d'allumettes! C'est l'affiche qu'on peut lire devant la porte des débits. Le client qui se présente devant un débit, s'il veut lire, sait à quoi s'en tenir. Il rebrousse chemin et *in petto*, il rouspète! « Ah ça! Le Gouvernement n'a plus besoin d'argent? Où trouvera-t-il les ressources pour boucler son budget? »

Pas de tabac! Pas d'allumettes! Ces jours derniers, nous racontions, d'après les *Informations Parisiennes* qu'à Marseille il y avait des stocks de tabac en feuilles qui n'attendaient qu'à être transportés dans les manufactures. Il n'y a pas de transports!

Les mêmes *Informations Parisiennes* affirment qu'il y a au Havre, assez de bois pour fabriquer des milliards d'allumettes! Il n'y a pas de transports!

Cependant l'Etat est l'Etat, c'est-à-dire le chef, celui qui commande. Il est inadmissible qu'il ne puisse trouver les transports nécessaires pour

faire venir les marchandises dont il a le monopole et que certes, il fait payer assez cher au public.

L'Etat, en l'espèce, est un mauvais administrateur. Sans doute, il se moque du qu'en dira-t-on, puisqu'aussi bien, s'il y a un déficit dans le budget, il le fera combler par des impôts nouveaux.

Mais comme il est patron, il devrait être plus consciencieux, et avoir des égards pour le public, son client, celui qui paie.

Il est vrai que l'Etat est impersonnel: ce sont les agents qu'il paie qui ont la charge de se débrouiller pour donner au public les satisfactions auxquelles il a droit.

Il faut espérer que la guerre aura ouvert les yeux à tout le monde et qu'à l'avenir, M. Lebourau ne sera plus le personnage sacro-saint, qui, assis sur un rond de cuir, taillera, coudra, fauflera ou ravaudera comme il le faisait hier, et trois fois hélas! comme il le fait encore aujourd'hui!

Il faut espérer que la responsabilité de M. Lebourau sera entière lorsque le public qui le paie sera mal servi, car c'est toujours la faute de M. Lebourau quand les affaires vont mal. Nous l'avons bien vu avant et surtout pendant la guerre!

Il n'y a plus de tabac, il n'y a plus d'allumettes? Le budget souffrira d'un déficit? C'est possible; en attendant, dans les magasins de tabac, il y a des manques de la récolte dernière, et il y a des stocks d'allumettes dans les manufactures.

Et le résultat est joli! Tu paieras, paysan, citadin ton tabac, tes allumettes plus cher, probablement en janvier prochain!

Mais tu sais, ne t'en fais pas: grâce au système si en honneur du je m'en fichisme administratif, tu pourras trouver — ce qu'une bonne administration d'avant-guerre avait fait disparaître — du tabac et des allumettes de contrebande.

Eh oui! Voilà 10 ans que la contrebande dans le Lot n'existait plus! Et maintenant, les marchands de tabac gros et d'allumettes reparaissent: les Espagnols arrivent avec ces marchandises. Ils feront des affaires.

Voilà le résultat de l'entêtement, de l'incurie, de la mauvaise volonté, de l'intelligente application de règlements! C'est la prime à la contrebande!

Citation à l'ordre de l'armée

L'Officiel publie la citation à l'armée suivante que nous relevons avec plaisir:

« Castex Louis-Joseph-Marie-Nestor, sous-lieutenant au 7^e rég. d'infanterie, pilote à l'escadrille... 289, excellent pilote, véritable exemple pour ses camarades, réclame pour lui les missions particulièrement dangereuses. Le 25 juillet 1918, survolant les lignes ennemies à 50 mètres, en pleine brume, a attaqué la mitrailleuse une pièce contre tanks qui gênait notre progression. Blessé grièvement par une balle de terre et ayant son appareil sévèrement touché, a eu l'énergie de révenir jusqu'à un terrain auxiliaire, permettant ainsi à son observateur de donner des renseignements précieux à la division. »

Nos félicitations et nos sympathies au vaillant aviateur.

Promotions

MM. Albacher, Malique, Schiff, sous-lieutenants de réserve au 7^e d'infanterie, sont promus, à titre temporaire, au grade de lieutenant de réserve.

M. Schiff est détaché en mission.

Ancienneté

Le rang d'ancienneté du sous-lieutenant de complément, Cance, du 7^e d'infanterie est fixé au 6 juin 1917.

Armée territoriale

MM. Fouque, Gerber, sous-lieutenants de territoriale au 7^e d'infanterie sont promus à titre temporaire au grade de lieutenant.

M. Lavigne, capitaine au 7^e est nommé avec son grade dans l'armée territoriale.

Médecin lauréat

L'Académie de médecine a tenu sa séance publique annuelle mardi.

Au cours de cette séance, lecture a été donnée du rapport sur les prix et médailles accordés à des médecins.

Notre distingué compatriote, M. le docteur Cabanès, l'historien médical bien connu, originaire de Gourdon, a obtenu le prix Saintoux (4.000 fr.).

Nos félicitations.

Assistance publique

M. Sauton, sous-inspecteur de l'Assistance publique de Mayenne, est nommé inspecteur de l'Assistance publique du département du Lot, en remplacement du regretté M. Meysanet.

Nos meilleurs souhaits de bienvenue.

Société d'Agriculture du Lot

Les membres de la Société d'Agriculture du Lot sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu samedi, 14 courant, au siège de la Société, à 13 heures 1/2.

Suicide

Jeudi matin, M. Cabanel, adjoint technique des Ponts-et-Chaussées à Cahors, a été trouvé pendu dans sa chambre, Boulevard Gambetta, en face le Collège de jeunes filles.

Cabanel souffrait depuis plusieurs années: dans une lettre qu'il a adressée à ses collègues des Ponts-et-Chaussées, il déclare qu'il ne peut plus supporter ses souffrances.

C'était un excellent agent des Ponts-et-Chaussées, qui, depuis plus de 20 ans, habitait Cahors où il comptait de nombreuses sympathies. Il était âgé de 48 ans.

COUR D'ASSISES DU LOT

Meurtre

Comme nous le faisons prévoir mardi soir, l'affaire Alazard a tenu deux audiences.

Alazard a toujours nié les charges qui pesaient sur lui; il a toujours soutenu que c'était Cancé qui pour « lui faire arriver des histoires » s'était lui-même tiré un coup de fusil ou de revolver.

Les dépositions des témoins, notamment celle de la fille Cancé à qui le père aurait dit: « C'est Alazard qui m'a frappé » n'impressionnent nullement l'accusé.

M. de Valon, au nom de la veuve de Cancé, se porte partie civile. Pour lui, c'est Alazard qui a tué Cancé; M. Tiffon, procureur de la République, réclame un verdict très sévère contre l'accusé pour lequel M. Lacaze plaide l'acquiescement.

Mercredi soir, à 7 heures, le jury a rendu un verdict négatif. Alazard est acquitté.

La session est close.

Pépinière départementale de reboisement

Les propriétaires désirant participer à la répartition des plants de la pépinière départementale, sont priés d'adresser leur demande à M. le Directeur des Services agricoles du Lot à Cahors, avant le 25 décembre prochain.

Avis aux habitants de Roubaix

Les habitants de Roubaix sont informés que le Conseil municipal de Roubaix a créé un Office communal destiné à rendre des services de tout ordre aux Roubaixiens réfugiés.

Cet office a son siège social, 55, rue Montmartre, à Paris, 2^e arrondissement.

Avis aux familles de militaires belges résidant en France

La Commission des indemnités de logement du Havre sera prochainement transférée à Bruxelles (Ministère de l'Intérieur), où les communications devront lui être adressées dès maintenant.

Ce transfert entraînera, pendant quelques temps, un retard inévitable dans l'examen des demandes qui lui sont adressées et dans l'exécution des dernières décisions notifiées aux intéressés. La Commission fera toutes diligences pour réinstaller les

services à Bruxelles et pour assurer une prompt liquidation des indemnités de logement.

Il a été décidé que le 4^e trimestre 1918 de toutes les pensions dont le service est assuré par le Trésor belge sera payable à partir du 1^{er} décembre 1918.

Les pensionnaires belges peuvent donc adresser leurs pièces à partir de cette date à M. le receveur des Postes du Havre (principal), ou faire toucher chez M. l'agent du Trésor au Havre par l'intermédiaire d'une banque.

75.000 places dans les chemins de fer

M. Clavelle, ministre des travaux publics, adresse un appel à tous les hommes susceptibles d'être démobilisés, c'est-à-dire aux R. A. T., aux territoriaux, aux réservistes. Il tient à leur disposition 75.000 places qui sont indépendantes de celles réservées aux anciens employés.

Le pavillon de M. Wilson

Bien rares sont les gens qui, même aux Etats-Unis, connaissent le pavillon présidentiel américain.

Un officier a bien voulu en faire la description suivante au correspondant de « Paris-Télégrammes »:

C'est un drapeau bleu où l'aigle américain supporte un écu aux treize bandes alternées rouges et blanches du pavillon national.

Nos marins ne tarderont pas à le saluer dans le port français où doit s'ancre le « George-Washington ».

Figéac

Commission arbitrale des loyers. — La deuxième session de la commission arbitrale des loyers s'ouvrira le 23 décembre 1918 et sera composée ainsi qu'il suit:

Assesseurs titulaires propriétaires, MM. Joseph Lavyssière, à Camburat; Louis Leygues, à Lentillac; locataire patenté, M. Justin Ratié, à Bagnac; locataire non patenté, M. Henri Brunel, à Thémines; suppléants propriétaires, MM. Louis Leygonie, à Figéac; Achille Lajugie, à Figéac; locataire patenté, M. Joseph Chartré à Figéac; locataires non patentés, MM. François Kyrgnoux, à Figéac et Albert Larnaudie, à Figéac.

Bretonoux

Mort pour la France. — Nous apprenons avec regret la mort, à l'hôpital de Colmar, du canonnier Louis Lamotte, qui était déjà titulaire de la croix de guerre.

Grippe. — La grippe a fait de nouveau son apparition; nombreux sont les malades. Il y a malheureusement quelques décès à enregistrer.

Thégra

Depuis un an, notre commune est restée la moitié du temps sans pain. Du sucre, du pétrole, n'en parlons pas; c'est par intermittence que nous en voyons. Du tabac? Il y a à 3 mois aujourd'hui que nous n'en avons eu, et cependant à Figéac on en distribue tous les mois.

Comment se fait-il que l'arrondissement de Gourdon ne soit pas servi de la même façon.

Tout cela ne se produirait pas si les autorités locales, dans chaque commune, faisaient preuve d'énergie. Mais chacun travaille pour son compte, en ce moment-ci.

Vayrac

Légion d'honneur. — Notre distingué compatriote, Mme Ursule Barrot, en religion sœur Louise, supérieure du grand hôpital de Nancy, vient d'être nommée chevalier de la Légion d'honneur.

Supérieure du grand hôpital depuis longtemps, organisatrice de premier ordre, sœur Louise, pendant cinquante-deux mois de guerre, a soigné avec le plus grand zèle des milliers de malades et blessés français ou alliés. Souriante au milieu du danger, sous l'explosion des obus et des bombes, elle apportait à tous le réconfort de son courage calme et tranquille. D'une grande élévation morale, elle a prodigué le même dévouement à tous, croyants ou incroyants, catholiques ou protestants. Chez tous, cette vaillante Française n'a vu que des vaillants comme elle qui se battaient pour le droit et la liberté.

En 1915, le Président de la République, passant à Nancy, épinglea la croix de guerre sur la cornette blanche de sœur Louise. La croix d'honneur vient d'attester une fois de plus les grands services rendus par elle à la patrie.

A notre compatriote, qui sur la terre lozairienne fait tant d'honneur à sa petite patrie, sa ville natale adresse l'hommage de ses respectueuses félicitations.

NOS DÉPÊCHES

Paris 12 h. 5.

Le Président Wilson

Le Président Wilson arrivera, à Paris, samedi à 10 h. Il déjeunera à l'Élysée, puis, vraisemblablement, il se reposera jusqu'à lundi. Il sera reçu lundi à l'Hôtel-de-Ville.

Le Président ira, dimanche, à 11 h., entendre le service à l'église américaine presbytérienne.

A BERLIN

On retire les armes aux troupes

De Berne: Selon l'agence Wolff, le Comité exécutif a voté, hier, une proposition tendant à retirer aux troupes déjà présentes ou rentrant à Berlin, leurs munitions, leurs mitrailleuses et leurs cartouches. La mesure sera mise à exécution rapidement.

Le cours des emprunts fléchit

De Genève: Les cours des emprunts allemands subissent une baisse considérable. Le gouvernement de Berlin recherche les mesures pour éviter leur effondrement.

La division socialiste des Russes s'efforce de développer le bolchevisme

De Zurich: Suivant la presse de Liebknecht, un désaccord violent existerait entre Ebert et Haase. La cause serait que Haase aurait pour le groupe Spartacus une faiblesse facilement compréhensible.

Le groupe Spartacus serait, actuellement, très bien armé par les fonds apportés par l'ambassadeur russe Ioffe. Ce dernier a donné de l'argent à Haase pour fomenter un mouvement bolcheviste en Allemagne.

La livraison des wagons boches

D'Amsterdam: Une dépêche de Berlin au *Lokal Anzeiger* dit que Foch aurait consenti à prolonger jusqu'au 1^{er} février le délai fixé par l'armistice pour la remise des 5.000 locomotives et des 150.000 wagons.

Les Anglais à Cologne

D'Amsterdam: 32.000 Anglais occupent Cologne.

Paris, 13 h. 35.

Election boche. Une indication

De Bâle: A l'élection de Chemnitz, le parti majoritaire socialdémocrate a obtenu 78.000 voix contre 7.000 aux indépendants. Ceci est une indication.

Adressez-vous à l'Entente!

De Washington: Des démarches particulières concernant l'armistice ayant été faites à Washington, l'Amérique a répondu: Les démarches doivent être faites auprès de l'Entente.

Les troupes allemandes

Le Cabinet Berlinois s'occupe d'une nouvelle loi sur le recrutement et la discipline. Des promesses ont été faites par Ebert aux troupes rentrant du front, mais on n'a aucun détail.

SONT CONSTIPÉS

tous ceux qui n'obtiennent pas régulièrement une selle qualitative; tous ceux qui souffrent de ballonnement du ventre, de gaz, de gargouillements, de coliques, de hémorroïdes; tous ceux dont les selles sont insuffisantes, dures, noires, difficiles ou douloureuses.

LES PILULES DUPUIS

Laxatives, Antigliareuses, Antibiliauses, Dépuratives

sont incomparables dans tous les cas de constipation. Elles se prennent en mangeant sans modifier l'alimentation ou les habitudes; elles ne donnent jamais de coliques; elles font toujours de l'effet, parce que le corps ne s'en fatigue jamais.

Dans toutes les pharmacies, en boîtes de 2 francs (impôt compris) portant une étiquette rouge (marque déposée) sur le couvercle de la boîte et les mots « Dupuis Lille » imprimés en noir sur chaque pilule de couleur rouge.

LA GRANDE ÉPREUVE

PAR M. DESCHAMPS

CHAPITRE III
LA VOIE INCERTAINE
(Suite)

Partout où je vois du mal j'en ressens la commotion; je ne puis pas être le témoin d'un chagrin sans prendre part à ce chagrin.

Le coup que reçoit un malheureux chien à qui un gamin a lancé une pierre me fait une impression douloureuse.

Je suis sensible à toutes les disgrâces, à tous les ennuis de ceux qui subissent justement ou injustement les injures du sort: de ceux sur qui la fatalité s'acharne, de ceux qui sont déçus et je saurai que, par moi, ceux que j'aime seront acablés des plus affreuses angoisses!

François pleurait à plein cœur; de lourdes larmes ruisselaient sur sa face lardée par la souffrance.

Il se sentait éperdument seul dans la vie, sans un ami pour le conseiller. Jamais la petite chambre dans la

quelle sa jeunesse s'était écoulée ne lui avait semblée aussi vaste et aussi froide.

Des livres, dans un angle, étaient rangés côte à côte. C'est dans ses livres que son âme s'était formée. Ce sont les poètes qu'il aimait qui l'avaient rendu timide, doux, tendre et romanesque, et il en voulait à ces livres, dans cette heure attristée, de ne lui avoir pas trempé une âme stoïque et de ne lui avoir pas donné une volonté plus ferme et plus clairvoyante.

Son petit lit de garçon, aux rideaux blancs, son petit lit qui l'avait guéri tant de fois des fatigues physiques, qui l'avait guéri des poignantes souffrances causées par la mort de sa mère; son lit qui l'avait bercé quand il était malade; qui lui avait procuré des rêves si radieux avec des sommeils si calmes; son lit, le confident de toutes les pensées que l'on retient le soir jusqu'au moment suprême où les paupières se ferment, son lit lui semblait un instrument de tortures.

Il était sûr qu'il se tordrait sur sa couche comme un malheureux condamné sur son bûcher, s'il s'étendait entre ses deux draps bien blancs et que le sommeil ne prendrait pas pitié de sa misère.

Tout à coup, il songea à un homme dont l'originalité et la sagesse pourraient peut-être l'éclairer sur cette conjoncture: le père Pascal.

François n'avait pas été sans remarquer les regards narquois, ironiques ou méchants que le parrain de Madeleine lui avait lancés chaque fois que le vieillard l'avait trouvé auprès de sa filleule.

Il avait deviné dans le petit œil malicieux et rusé de cet homme, une sourde méfiance et une hostilité à peine déguisée.

François Delaunay n'avait pas soupçonné la nature du sentiment qui le rendait antipathique à l'ami de Madeleine; mais il s'était douté que Pascal avait surpris son secret, l'avait lu dans la confusion ou l'embarras de la jeune fille en sa présence; dans l'expression de bonheur qui se traduisait sur le visage des deux jeunes gens lorsqu'ils étaient ensemble.

Ennemi ou allié, le vieux Pascal lui donnerait un conseil, le réconforterait, lui dirait ce qu'il fallait faire. S'il fallait abandonner Madeleine à jamais, il demanderait à ce brave homme de la consoler, de ne pas la laisser pleurer en silence, de lui offrir l'appui de son amitié.

Sa volonté vacillante comme la flamme d'une bougie qu'un tourbillon agite cherchait dans l'angoisse un abri où elle se reposerait de la tourmente.

Il avait l'obscur pressentiment que Pascal était son ennemi, sans soupçonner la cause de cette inimitié, et cependant c'est à lui qu'il irait de-

mander assistance.

Le pauvre gibier aux abois traqué par les chiens, épuisé, rendu, affolé, ne cherche-t-il pas quelquefois, dans son égarement, son salut vers le chasseur impitoyable?

Le lendemain, dès l'aurore, François bouscula son lit pour faire croire à la femme de chambre qu'il s'était couché et il sortit.

Il se rendit en toute hâte vers la demeure de Pascal.

Le vieil original habitait, au fond d'une cour, loin de la rue, une mansarde la plus pitoyable des états.

Quelques poutres du toit s'étaient rompues et la paille disjointe de la chaumière laissait entrer des torrents d'eau dans la maison à chaque orage.

Des mousses, des parasites, des iris poussaient sur ce toit et en faisaient, en été, une sorte de jardin suspendu.

La maison était dans un état de délabrement qui eût prêté à rire si l'on n'avait redouté la sévérité du propriétaire.

Il ne restait plus une seule vitre aux fenêtres et cependant la bise indiscrette avait peine à pénétrer à l'intérieur de cette mansarde tant les araignées lui opposaient des rideaux épais et poussiéreux.

Les seuls ornements de l'intérieur étaient dus à ces infatigables dentelières qui avaient suspendu des tra-

vaux d'art d'une exécution parfaite aux poutres du plafond, dans les angles, au moindre relief de pierre ou de bois.

Des cordages imperceptibles et que le temps et la poussière finissaient par noircir, allaient d'un angle à l'autre de l'unique pièce; et, sur ces cordages, comme de joyeux acrobates, de grosses araignées aux longues pattes velues, au corps replet, exécutaient des exercices variés.

Nulle porte n'interdisait l'entrée de cet étrange immeuble aux passants ou aux curieux.

Dans la petite cour qui le précédait, une collection de chiens gauleux, au ventre flasque, maigres, efflanqués, sommeillaient en se chauffant paisiblement au soleil.

Il y avait là des barbets, des chiens de bergers, des chiens de chasse même, impropres à toute besogne, acablés d'années, perclus de rhumatismes, que leurs maîtres barbares avaient jetés dans des rivières ou dans des carrières profondes pour se débarrasser d'eux.

Ces chiens avaient eu tous une odyssée lamentable. Ils avaient erré à travers les champs et les bois à la recherche d'une croûte de pain, d'un gîte, d'un peu de paille pour s'y étendre; ils avaient approché des fermes isolées au soir tombant, dans l'espoir qu'on leur ouvrirait la tiède étable, mais ils n'avaient reçu partout que mauvais traitements,

Dans le Wurtemberg

De Berne: L'élection de l'Assemblée constituante Wurtembourgeoise est fixée au 12 janvier.

Nouvelle république Lettone

De Berne: Une nouvelle république populaire lettone vient d'être proclamée à Riga. Elle comprend la Courlande, la Livonie méridionale et tous les cercles Lettons.

Paris, 13 h. 53.

Conseil des Ministres

A l'occasion de l'arrivée du Président Wilson, le Conseil des ministres décide que samedi sera jour férié pour les administrations.

Pour les libérés

Le Conseil décide qu'une indemnité de sortie de campagne de 250 francs, pour tous les grades, sera payée aux soldats libérés, avec des majorations pour citation et bonification pour les charges de famille.

6 mois d'allocation

Le Conseil décide que l'allocation de famille aux démobilisés continuera pendant 6 mois à dater de la libération.

Pour les familles de décédés ou disparus, les allocations iront jusqu'au 15 novembre.

Le Conseil décide de retirer les bons de monnaie créés dans les régions libérées, partiellement en numéraire, partiellement en bons de la Défense nationale.

HERNIES

MEMBRE DU JURY SI HONORIFIQUE

JE SUIS GUÉRI. — C'est l'affirmation de toutes les personnes atteintes de hernies, après avoir porté le nouvel appareil sans ressort de M. J. GLASER, le réputé spécialiste de Paris, 63, Bd Sébastopol.

Ce nouvel appareil, grâce à de longues études et de nouveaux perfectionnements, assure séance tenante la contention parfaite des hernies les plus difficiles, les réduit et les fait disparaître.

Désireux de donner aux malades une preuve immédiate de ce résultat, garanti d'ailleurs par écrit, Monsieur GLASER invite toutes les personnes atteintes de hernies, efforts, descentes, à lui rendre visite dans les villes suivantes